

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail



FÉVRIER 2020/N° 451

2€

CAISSES DE GRÈVE : à fonds, la solidarité !



Lutte syndicale

- Sauver la planète territoriale. Les agents territoriaux très concerné·es par les attaques contre les services publics ! P2
- Ce n'est qu'un dégât, le combat continue. Loi travail, CSE, quelles répercussions ? Exemples à Schenker et à Séphora. P3
- Et les murs, ils sont à qui ? Projections nocturnes, mode d'emploi. P 4&5

Dossier

- Histoires de caisse de grève P6 à 8

Ici et maintenant

- L'ami de l'ami de mon ennemi Bernard Friot, comme maillon d'acceptabilité. Reflexion après une invitation à réunion publique. P 10&11

International

- Chili, Argentine. P12 à 17

Culture

- Les renards pâles Yannick Haendel,
- Le fragment Llor, Vargas, Esposito,
- Picasso s'en va t'en guerre Daniel Torres,
- Les pétroleuses Édith Thomas,
- La ville Frans Masereel,
- Albert Camus,
- Chorale à Metz .

P 18 à 23

Sauver la planète territoriale

Les agents territoriaux très concerné-es par les attaques contre les services publics !

Les réformes libérales du gouvernement concernant les collectivités territoriales (loi du 16 décembre 2010, les lois MAPTAM, NOTRe, la loi du 6 août 2019 de la transformation de la fonction publique) ne cessent de détruire le service public, ciment de notre société.

Les conditions de travail continuent de se dégrader pour les travailleuses et les travailleurs du public aux salaires gelés depuis trop longtemps. Les nombreux CDD mettent en danger l'esprit de non corruptibilité du service public. Porteuses de reculs dramatiques, les projets de réforme des retraites vont accroître la précarité qui déjà s'institutionnalise dans nos collectivités et établissements. La fonction publique est l'une des premières impactée, avec la fin du calcul des pensions sur les six derniers mois.

Pourtant, la mobilisation a du mal à s'implanter dans la fonction publique territoriale, où 40 % des agents ont plus de 50 ans en 2018. Est-ce parce qu'elle est composée de travailleur-ses plus âgé-es que la fonction publique d'Etat et hospitalière ? Rappel: l'âge

moyen en bonne santé en France est de 64 ans pour les hommes et de 63,5 ans pour les femmes. Les riches ont une espérance de vie de 84,8 ans, les pauvres de 71,1 ans.

Les différentes réformes de la fonction publique (baisse des effectifs et des budgets, privatisations, gel des salaires, casse du statut...) ont affai-

bli notre secteur, au point que nous avons oublié de quoi nous étions capables : notre force réside dans la grève générale interprofessionnelle.

Macron a peur et il a déjà lâché du lest à certain-es : policiers, militaires, routiers, personnels naviguant du transport aérien, marins-pêcheurs. Si ces secteurs s'étaient alliés aux cheminot-es et à la RATP, le pays aurait été réellement bloqué. Tant que nous ne prenons pas conscience que notre force c'est la grève et que nous devons développer des solidarités pour tenir, notre mobilisation sera vouée à l'échec. Le 5 décembre 2019 des millions de travailleuses et de travailleurs se sont mis en grève, beaucoup on reconduit un ou plusieurs jours. Reste à construire un mouvement durable.

La fédération CNT des travailleuses et des travailleurs territoriaux appelle l'ensemble des agents publics (titulaires et non titulaires) à rejoindre les appels à la grève, nationaux et locaux, et à développer les convergences avec les autres secteurs en lutte. ●

Le secrétariat de la FTTT



SERVICE PUBLIC ! Précarité, cotises patronales, temps de travail... les revendications de la FTTT:

- L'âge légal de la retraite à 60 ans avec un taux de remplacement à 75% pour tous les régimes sur l'indice détenu les 6 derniers mois ;
- L'âge légal de la retraite à 55 ans pour tous les métiers pénibles et/ou exposés à des horaires contraignants ;
- La titularisation de tous les emplois précaires ;
- L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- La sur-cotisation sociale patronale équivalente à celle d'un taux plein, pour l'emploi à temps partiel et non complet ;
- L'autogestion des caisses de la Sécurité sociale selon le modèle d'avant 1967 ;
- La suppression de l'entretien professionnel comme base de l'avancement ;
- Le dégel immédiat du point d'indice de la Fonction publique et l'augmentation des salaires ;
- La réouverture de services publics et sociaux de proximité ;
- La réduction du temps de travail ;
- L'abrogation du jour de carence et du service minimum ;
- Prise en charge totale par l'employeur des abonnements de transport en commun.

Ce n'est qu'un dégât, le combat continue

Loi travail, CSE, quelles répercussions ? Exemples à Schenker et à Séphora.

Le nouveau CSE, Comité Social Economique, regroupe maintenant les délégués du personnel (DP), le comité hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et le comité d'entreprise (CE).

Pour Schenker (entreprise de transport) il y a 4 ans, ces instances représentatives du personnel comprenaient 15 élus pour une agence de 200 personnes. Nous arrivons aujourd'hui à 7 élus pour trois agences disséminées sur le Nord Pas-de-Calais comptant 400 salariés.

La plupart de ces élus étant basés à Lille. Quand t'es sur Saint-Omer (1 heure 10 de route) ou Amiens (2 heures), rencontrer un camarade pour défendre tes intérêts est chose quasi impossible. D'autre part, il s'avère que la plupart des salariés ne savent pas exactement ce qu'est le CSE... Beaucoup

pensent encore aux anciennes formules, DP, CE, et CHSCT sans avoir saisi les enjeux de la mutation.

Nous assistons donc à une ré-

ont accentué cet état de fait, au détriment des travailleurs-euses.

Un autre constat, sur les élections professionnelles elles-mêmes, le vote électronique, géré par Voxaly, est une grosse arnaque. Aucun contrôle, aucune visibilité, des suspicions énormes de fraudes.

A Séphora (parfums & cosmétiques), des camarades ont déposé un recours afin de les contester.

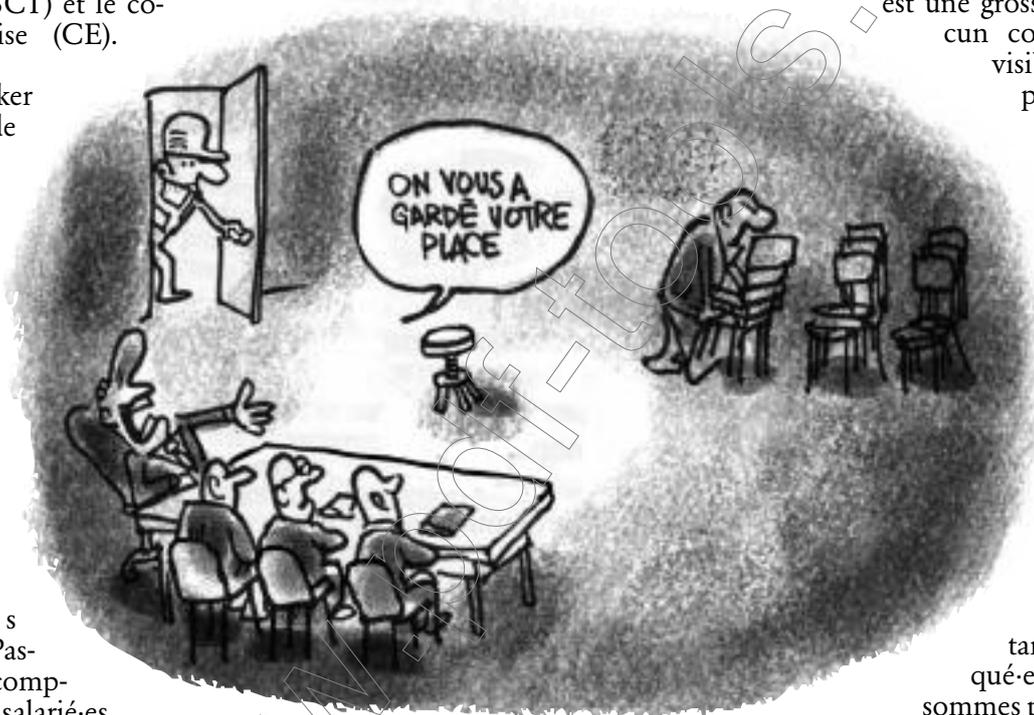
La suite dans un prochain CS, peut être.

Après, en tant que syndiqués CNT, nous ne sommes pas dupes. Nous

défendons bien sûr nos intérêts et nous nous rendons bien compte que la loi travail, le CSE et les élections professionnelles ne servent que les intérêts de nos bourreaux.

Ni élections, ni permanentes ! Vive l'autogestion ! ●

Stics59



duction de défenseurs-euses des salariés et à une raréfaction des postes de permanents syndicaux.

La professionnalisation du syndicalisme et ses succursales de permanents n'étant déjà pas pour nous, la loi travail et le CSE

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello

N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org

CS c/o CNT Stics 13

c/o 1 000 Bâbords

61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Impression sur papier certifié

PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Le Combat syndicaliste sort en début de mois. Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqués.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-tes !

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris

Mèl : cs-administration@cnt-f.org



Napoléon révolutionné

Et les murs, ils sont à qui ?

Projections nocturnes, mode d'emploi.



Solidarité Exarcheia sur le socle de la statue de Napoléon

Après les traditionnels collages, tractages, manifs, blocages, etc., la CNT Manche cherchait une autre forme d'action pour toucher un public plus large, élargir les thématiques au-delà de la réforme des retraites, et toucher à des symboles identifiables par les habitant-es du nord Cotentin, la région la plus nucléarisée du monde (centrale de Flamanville, EPR en cours de construction, usine de retraitement de la Hague, centre de stockage de la Manche, construction de sous-marins chez Naval Group, etc.). Une mono-in-

dustrie où l'État, l'armée et le nucléaire font la pluie et le beau temps.

■ Partagé sur les rezosocios

En partageant la photo de ce premier essai sur les réseaux sociaux, les retours ont été plutôt positifs, même si certain-es pensaient que c'était un photomontage.

Après cette action isolée, on a refait avec camarades du syndicat, à plus grande échelle, avec des messages en lien avec des lieux symboliques, choisis collectivement. Nous avons fait l'action à deux, ce qui nous a pris deux bonnes heures. Tout s'est bien déroulé sauf un lieu où la distance entre la clôture et la façade du bâtiment ne nous a pas permis

d'obtenir le résultat recherché.

■ Et les murs, ils sont à qui?

En septembre dernier, en solidarité avec Exarcheia en lutte, j'avais fait une projection sur la statue de Napoléon,



Sur la sous-prefecture.

monument très connu des Cherbourgeois-es. C'est le moyen qui m'a amené l'idée et non l'inverse : j'ai à ma disposition ce qu'on appelle un pico, ou micro projecteur. à peine plus gros qu'un paquet de cigarettes (10,5 x 10,5 x 3,15cm, léger (290g), cet appareil peu puissant (55 lumens sur batterie) a l'avantage de



Sous marin nucléaire Le Redoutable, exposé comme un musée glorifiant la propulsion nucléaire navale



Un scoop, le travail n'est pas pénible



Pôle Emploi

tenir dans une main, d'être autonome (batterie de 2h, mémoire interne de 2Go) et de lire un grand nombre de formats de fichiers (vidéo et image).

Pour créer le visuel à projeter, j'ai pris en compte la résolution native de

l'appareil (854 x 480) pour éviter toute déformation de l'image ou effet indésirable.

Une fois le visuel créé et enregistré dans un format compatible (par exemple jpg ou png), il suffit de brancher le projecteur en USB sur mon ordi (reconnu comme une clé USB) et d'y copier le fichier dans le dossier « photo » déjà présent sur l'appareil.

L'avant de la statue étant bien éclairé, j'ai testé la projection sur l'arrière, moins exposé. Projecteur allumé dans une main, il faut trouver la bonne distance, et le bon angle pour prendre une photo avec mon smartphone dans l'autre main. Le faire seul n'est pas pratique: il ne faut pas du tout bouger

pour éviter que la photo soit floue. L'idéal : être deux, une personne qui projette, l'autre qui prend la photo.

Nous avons ensuite partagé une photo par jour sur les réseaux sociaux, avec l'illusion que nous répétions l'action chaque soir, ce qui nous a valu un article dans la presse locale.

Si d'autres syndicats veulent reproduire ce type d'action, le résultat va bien sûr dépendre du matériel utilisé, de l'image projetée, de la luminosité ambiante, de la distance, de la surface de projection, du cadrage de la photo, etc.. Il faut simplement tester par vous-même. ●

Alex, CNT Manche
cntmanche@cnt-f.org

Si vous avez des questions, je suis à votre dispo-

SOCIAL. Le syndicat choisit des lieux symboliques

Des messages projetés la nuit par la CNT

AU 38^e JOUR de la grève contre la réforme des retraites, le syndicat de la Confédération nationale du travail (CNT) de la Manche est plus que jamais mobilisé. Il fait partie de l'intersyndicale qui appelle à reconduire la grève chaque semaine.

Mais son action ne s'arrête pas là. Pour la 5^e nuit consécutive, ses militants se mobilisent pour que leurs voix trouvent enfin un écho.

Sur le sous-marin Le Redoutable

Et c'est la projection de slogans sur les façades de bâtiments hautement symboliques

qu'ils ont choisie pour dire les maux que le gouvernement a refusé d'entendre jusqu'à présent.

Le premier message est apparu dans la nuit de lundi à mardi, sur la coque du sous-marin *Le Redoutable*. Il dénonçait les restrictions budgétaires toujours plus importantes alors que le personnel soignant arrive à épuisement. « Il n'y a pas d'argent pour la santé, mais il y en a pour l'armée ! »

« Retraite à points, travail sans fin ! » pouvait-on lire aussi, en lettres blanches sur un fond rouge et noir, sur la façade du cimetière jeudi soir. D'autres phrases chocs ont été affi-

chées momentanément sur le mur de Pôle Emploi et de la sous-préfecture de Cherbourg. Des lieux stratégiques choisis par alerter sur la pénibilité du travail.

Le CNT se mobilise pour aider à la construction de grèves reproductibles. Sur les réseaux sociaux, il a appelé à alimenter la caisse de grève en solidarité aux grévistes. Les sommes récoltées leur seront directement reversées pour tenter de compenser leur perte de revenus et éviter que le mouvement ne s'essouffle dans la durée.

► Site : www.lepotsolidaire.fr/pot/uhuizqae



→ Depuis le début de la semaine, le syndicat CNT de la Manche mène des actions la nuit, comme ici sur le sous-marin Le Redoutable.



Les caisses, qu'est-ce ?

Des canuts au XXe siècle, avant les caisses en ligne, une histoire éclair des caisses de grève, système de sécurité sociale de lutte.

Avant la moitié du XIXe, se créent des sociétés ouvrières de prévoyance, nostalgiques des solidarités à l'œuvre dans les anciennes confréries et soutenues par des bourgeois philanthropes. Ce sont les premières expériences de sécurité sociale corporatiste, assurant à ses cotisants des indemnités journalières en cas de maladie ou de blessure, couvrant parfois le frais des soins du médecin et des médicaments, couvrant partiellement le coût des obsèques, allouant une petite pension de retraite.

Contre-feu au pouvoir syndical naissant, l'essor de ces caisses de prévoyance doit beaucoup aux caisses de secours en cas de grève : le patronat, la bourgeoisie, et donc l'État reluquent d'un très mauvais œil les succès et la combativité des caisses de lutte qui vont contre leurs intérêts de classe. Paternalistes, détournant le prolétariat de l'émeute et des idéaux révolutionnaires, contrepoids à l'action syndicale, les systèmes de prévoyance couvrent les aléas de la vie ouvrière, sauf les grèves. Les caisses de résistance, en revanche, sont clairement développées comme un des moyens pour tenir lors des rapports de force comme la grève, privant

momentanément du salaire.

■ Les canuts pionniers

La révolte des canuts, à Lyon, en 1831 et 1834, initie ces caisses de grève, autour de la société du Devoir mutuel des chefs d'ateliers tisseurs, où se recrutent les meneurs des révoltes, à une époque où les syndicats n'existent pas. En 1866, les typographes parisiens lancent une des premières expériences syndicales, la « Caisse fédérative des 5 centimes », suivie par celle des bronziers l'année suivante, et qui bénéficient d'un soutien financier exceptionnel de l'AIT. Une solidarité de métier, pas encore locale ou régionale, mais déjà internationale.

« La fin du 19e siècle constitue une période de basculement, pour la pratique gréviste comme pour la solidarité financière : les grèves impliquent parfois plusieurs milliers de grévistes, et "cette ampleur nouvelle de la lutte modifie en retour les pratiques de la solidarité : le financement syndical ne suffit plus, puisqu'il faut désormais coaliser des ouvriers peu qualifiés, aux capacités d'épargne limitées. Le soutien et la solidarité de l'opinion publique s'avèrent indispensables ". C'est pourquoi la pra-

tique de la souscription se généralise à cette période, notamment dans la presse ouvrière et socialiste » note Gabriel Rosenman, ancien cheminot, militant à SUD-Rail, travaillant sur une thèse de science politique sur l'histoire des caisses de grève.

■ Sécurité sociale de lutte

Des sociétés de résistance prévoient un « secours-grève » à partir de 1832 puis peu à peu la notion d'aide financière à un conflit déborde les limites de l'entreprise, du métier et du secteur géographique, instaurant une solidarité plus large, internationale parfois, entre prolétaires.

Au cours du XIXe puis au XXe siècle, l'esprit du recours à la grève évolue. La durée des conflits ouvriers s'allonge avec la légalisation des syndicats à partir de 1884. La grève acquiert le statut d'outil majeur de lutte. « De la loi Le Chapelier de 1791 qui réprime toute forme de "coalition" jusqu'à celle de mai 1864 qui supprime ce délit, se mettre en grève représente un risque réel tant de renvoi immédiat que de répression judiciaire, à une époque où, de surcroît, il est dénié aux ouvriers le droit de s'organiser », rappelle l'historien Stéphane Siroc**.

Dans le dernier quart du XIXe, syndicats, fédérations et bourses du travail constituent ces trésors de guerre sociale. Avec des cotisations permanentes ou des souscriptions en temps de conflits, les appels étaient alors ouverts aux municipalités et relayés par la presse de gauche. Les commerçants consentent des ristournes ou font don de denrées alimentaires, des paysans vendent à prix coûtant.



soupe-communiste grève des ardoisiers Trélazé

■ Prérequis et restrictions

Parfois, le secours en cas de grève est une offre soumise à conditions : comme à Besançon, à la fin du XIXe et aux tous débuts du XXe, où statutairement, la fédération ouvrière n'accorde d'aide financière qu'aux syndicats fondateurs et aux nouveaux venus qu'après un an d'adhésion, en étant à jour de ses cotisations notamment des contri-

butions, à la caisse de grève « *et en outre n'avoir pas eu de grève dans la corporation depuis un an au moins* » précise l'article 14 des statuts. Sans doute pour contrer l'effet d'aubaine de nouvelles adhésions visant à bénéficier aussitôt de cette protection sans avoir préalablement contribué à la cagnotte. Mais cette restriction limitait de fait l'effet recherché d'encouragement des conflits en

évitant de subir trop vite les risques de disette au quotidien et l'appel des ventres à reprendre le boulot.

■ Amicales de francs buveurs

Outre les cotisations des syndiqué-es, les cagnottes de secours sont alimentées par des quêtes. En juin 1919, des équipes de mécaniciens franciliens et grévistes poussent la chansonnette dans les rues et les faubourgs pour récolter de l'argent. En 1923, des couturières vont chercher des subsides auprès des client-es des restaurants et des cinémas parisiens. Des drapeaux rouges sont tenus à bout de bras pour recevoir des dons. On organise des spectacles de soutien, des conférences, concerts, galas et soirées artistiques. Lors de la grève des couverturièr-es de Cours (Rhône) en 1889 et 1890, « *des listes de souscription numérotées circulent, bals publics, goguettes, réunions familiales, tombolas, assemblées de conscrits, congrès divers, rencontres amicales de francs buveurs, tout est utilisé pour drainer des secours en faveur des protagonistes de la bataille de Cours* ».



soupe-communiste grève des ardoisiers Trélazé



■ Coupés-es de la terre

La constitution de la classe ouvrière, de plus en plus coupée de ses origines paysannes, rend plus compliquée de faire bouillir la marmite lors des conflits ancrés dans les villes, ce qui donne de plus en plus de pertinence aux caisses de grève pour tenir en cas de conflit social. En ces temps d'essor industriel, où vendre sa force de travail permettait de quitter un atelier pour en intégrer un autre ou une autre usine, certains ouvriers grévistes, pères de famille, ont une parade : ils se font embaucher chez un autre patron pour maintenir le rapport de force dans leur entreprise première, en grève, tout en assurant un autre salaire qui permet de ne pas céder à la faim, à leur et celle de leur famille.

■ Discrets trésors de guerre

L'interprétation des conventions internationales 87 et 98 de l'OIT devrait permettre aux syndicats ouvriers de ne pas publier les comptes de leurs caisses de grève, pour ne pas dévoiler aux pouvoirs publics et au patronat la marge de manœuvre et le

temps de résistance. L'existence des caisses de grève oscille entre l'intérêt de le faire savoir aux salarié-es et de rester discret face aux employeurs. Les conventions de l'OIT admettent un certain contrôle public sur les comptes des syndicats, à condition que cela ne compromette pas leur liberté d'action, notamment leur droit « d'organiser leur gestion et leur activité », et que cela ne favorise pas les « actes d'ingérence » notamment des organisations patronales.

■ Impôt de grève

« À l'automne 1922, le Comité intersyndical institue un impôt de grève "prélevé en prévision d'un mouvement étendu et de longue durée. Il servira à donner 10 francs par jour aux grévistes et davantage si possible". Les caisses de grève permanentes instaurées progressivement par certaines organisations ont une fonction identique », note Stéphane Sirot. « Le soutien octroyé est considéré d'autant plus valable qu'il permet de s'identifier à une communauté de lutte, de faire vivre ses acteurs côte à côte, donc de porter haut le flambeau de la solidarité et de maintenir une flamme d'optimisme sur l'issue du mouvement en cours, grâce

au spectacle de la puissance du groupe réuni et des ventres soulagés des tiraillements de la faim. »

■ Enfants à l'abri, soupes communistes

Le placement d'enfants de grévistes dans des familles solidaires, parfois dans d'autres villes, et l'organisation de cantines de secours, souvent appelées « soupes communistes », contribue de la même manière à reculer la menace de la faim pesant sur ces temps de grève et sur laquelle a toujours misé le patronat pour espérer le pourrissement du conflit. Les caisses de grève permettent d'acheter les denrées qui sont parfois données ou vendues peu cher. Le pain étant une part très importante des repas ouvrier, une boulangerie temporaire est parfois montée, comme lors du confit des dockers à Nantes en 1907 où l'équivalent d'un comité de grève loue une boutique pour fournir des charrettes de pain à la soupe communiste. ●

La rédac du CS

*www.contretemps.eu/caisses-greve/

** Stéphane Sirot, La pauvreté comme une parenthèse : survivre en grève du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale, Cahier d'histoire, n°101, 2007

La vie privée a ses bavures que le droit n'ignore pas

Soirée privée, diffusion publique, le cas juridique d'une vidéo raciste diffusée sur les réseaux

Deux cadres salarié-es d'une start-up vendant des calbutes, Le Slip Français, ont diffusé via Instagram une vidéo tournée lors d'une soirée privée, donc hors de leurs temps de travail, hors de l'entreprise... Il ont été mis à pied début janvier. Que la vidéo soit raciste et colonialiste (un fêtard au visage noirci en blackface, un autre sautillant déguisé en singe lors d'une soirée à thème Afrique) n'est pas le débat qui agite les juristes qui commentent abondamment. La sanction disciplinaire ne bafoue-t-elle pas l'étanchéité entre vie privée et exercice du contrat de travail ? Puisque selon l'art. L 1121-1 du code du travail, « *Nul ne peut apporter aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives de restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché* ».

Après tout, ces principes du droit pourraient avoir de l'intérêt pour un cas lors d'une soirée de grévistes, bro-

cardant le capitalisme, le management de leur boîte, les comportements des petits chefs... Normalement de tels salarié-es sont à l'abri de sanctions (art. 9 du code civil). L'employeur ne peut pas

s'immiscer dans les affaires personnelles de ses salarié-es. Sauf si les agissements des salarié-es constituent, dit la cour de cass depuis novembre 2005, un « *trouble objectif caractérisé* » au sein de la boîte.

Mais ce trouble, qu'est ce qui le rend objectif, et comment se caractérise-t-il ? C'est à l'employeur d'en apporter la démonstration, preuves à l'appui, et au juge de trancher si ce trouble lui paraît convainquant ou non, en tenant compte de la fonction du salarié en cause (en contact avec la clientèle par exemple), de l'activité de l'entreprise, de sa taille. Mais aussi de la notoriété et donc d'un éventuel *bad buzz* préjudiciable à l'image de la boîte, appuyé par témoignages, les effets sur la réputation étant difficiles à quantifier) ou encore la publicité donnée aux événements, à l'écho dans les médias. La jurisprudence retient le cas d'un salarié viré pour faute grave après avoir menti sur son motif d'absence : il n'était pas malade, mais en garde à vue. Pour les juges, le comportement du salarié n'a pas causé de trouble objectif au sein de l'entreprise. Son licenciement a donc été jugé abusif. ●



Droit réduit à formation

Le comité social et économique porte bien son nom. Il fait des économies. En remplaçant les instances élues DP, CE et CHSCT par le seul CSE, la manipe a déjà restreint les moyens et le temps disponible aux élu-es pour faire un travail

syndical. Nouvelle restriction depuis décembre 2019, les formations SSCT (santé sécurité et conditions de travail) jusqu'ici envisageables de droit pour tout-es les élu-es, sont désormais restreintes aux seul-es membres des commissions SSCT. Un recul par rapport à

la règle applicable avant les ordonnances Macron, qui bafoue la garantie de maintien des prérogatives des IRP au sein des nouveaux CSE, avancée lors de cette réduction des moyens accordés aux élu-es. Une entourloupe de plus pour réduire le contrepois syndical dans les boîtes. ●

L'ami de l'ami de mon ennemi

Bernard Friot, comme maillon d'acceptabilité. Réflexion après une invitation à réunion publique.



Fin novembre, juste avant le démarrage du conflit contre la casse du système de retraite, la CNT de Nantes a voulu proposer une soirée de réflexion et d'analyse, pour contribuer à la mobilisation tout en alimentant par les recettes de la soirée, la caisse de grève. Faute de ressources internes pour animer cette soirée, nous avons pensé inviter Bernard Friot qui mène depuis des années une analyse sur ce thème. Il a vite donné son accord. Et le fait qu'il propose une conférence gesticulée nous a semblé une forme attractive pour un sujet qui ne l'est pas forcément.

À l'issue de la soirée, nous avons eu des réticences sur la longueur de la présentation coupant court à tout

débat, et sur divers aspects des thèses de Friot, mais ce n'est pas là le principal problème. Nous n'avions pas repéré les accointances entre Friot et Étienne Chouard. Qu'ils soient amis les regarde. Qu'ils se soutiennent l'un l'autre lors de prises de parole publiques, et sur internet, pose nettement plus question.

De Chouard, on connaît le parcours, repéré par son utile analyse du texte du traité constitutionnel européen en 2005, mais affirmant déjà l'utilité du dialogue avec l'extrême droite. Il a depuis servi de modèle pour une part des militant·es citoyennistes de Nuit Debout, pour son idée de démocratie par tirage au sort, puis séduit des Gilets jaunes pour le concept de RIC. Entre

temps, son rapprochement avec Soral et son groupuscule Égalité & Réconciliation a montré le danger, une contribution de plus à banaliser l'extrême droite. Plus récemment, lors d'une interview sur le plateau du Media en juin, les propos flous de Chouard, se disant sans opinion sur le négationnisme et les chambres à gaz, ont enfoncé le clou du confusionnisme et de son refus d'étalement vis à vis de l'extrême droite.

Un confusionnisme dont Bernard Friot se défie mollement, lâchant en février 2019 qu'il est « *très ami* » avec Chouard, insistant sur ces liens, à destination des éventuels antifas dans la salle, souligne-t-il, ajoutant que « *les antifas sont les symétriques des fas* »* supposant que tout se vaut



et laissant entendre une même détestation des extrêmes. Il reviendra sur ces propos en droit de réponse au site gauchedecombat.net**. Une réponse d'excuse, mais sur le fond dévié, arguant d'un moment de colère contre Macron et soutenant toujours Chouard, le passeur de plats nauséabonds. Friot ne trouve pas stratégique la réécriture d'une constitution et considère, quand même « *que le complotisme est aussi dangereux que démobilisateur. Que la liberté d'expression a et doit avoir des limites légales, entre autres en matière de lutte contre l'antisémitisme. Que "lutter contre la doxa" ne fait pas de la personne un "résistant", surtout quand la "doxa" à laquelle on "résiste" est l'existence des chambres à gaz. Et que vouloir s'adresser aux électeurs du RN ne passe en aucun cas par la prise au sérieux de ceux qu'ils prennent au sérieux, sauf à risquer d'être une passerelle vers la nébuleuse floue de groupes d'extrême-droite très présents sur les réseaux sociaux.* » Cette

mise au point visant notamment les liens Chouard-Soral évoque bien

le risque de passerelle et devrait suffire à prendre ses distances avec Chouard, ce que se garde de faire Friot, édulcorant la question d'une séquence de fréquentations servant l'acceptabilité d'idéologues racistes, sexistes, homophobes et d'extrême droite comme Soral.

Comme Chouard, Friot pratique le rétropédalage partiel, au résultat d'autant plus trouble que Friot est une personnalité publique et dont la parole porte.

Il ne s'agit pas de tomber dans un amalgame, et de faire de Friot un allié objectif de Soral (dont Chouard

serait le lien) mais plutôt de prendre en compte le caractère pernicieux d'une chaîne de relations et de soutiens croisés, même critiques. Des passerelles qui s'assument publiquement et qui, de porosité en porosité, tendent à présenter comme fréquentables des gens à l'extrême droite et à ouvrir la porte à leurs théories, comme devant faire partie du débat démocratique. Un très pervers

jeu graduel d'acceptabilité, de relais, pas très clair puisque de temps à autres ces relayeurs se disent sélectifs ou reviennent sur ce qu'ils présentent non comme des dérapages, plutôt comme des écarts de langage, forcément mal compris, interprétés et finalement sans importance. De la part de pros de la parole, on a peine à croire à ce déni de l'entreprise de blanchiment. ●

SINR44

*www.youtube.com/watch?v=OGhHsRlezdE

** <https://gauchedecombat.net/2019/08/25/antifas-droit-de-reponse-du-reseau-salariat-et-de-bernard-friot/>

CSE, CEP, SMIC et autres mic-macs

En janvier, c'étaient quoi, les étrennes ?

Smic.

Le montant du Smic brut horaire est fixé à 10,15 euros (8,03 euros nets), soit 1539,42 euros mensuels sur la base de la durée légale du travail de 35 h hebdo (1219 euros nets).

CSE

Depuis janvier 2020, toutes les

boîtes de 11 salarié-es ou plus doivent avoir mis en place leur comité social et économique (CSE).

Reconversion

Depuis janvier, le CEP, Conseil en évolution professionnelle, est proposé aux salarié-es (public et privé, mais aussi au chômage, auto-entrepreneur, indépendant-es, sorti-es

du système scolaire sans qualif ni diplôme), pour faire le point sur sa situation. Entretien et accompagnement gratuits, sur son temps libre, ou sur le temps de travail si accord de branche ou d'entreprise. Objectifs : conseiller sur l'usage de ses euros acquis au titre du CPF, Compte personnel de formation, envisager de changer de métier ou de patron. ●

EL AGUA NO SE NEGOCIA

NO A LA REFORMA
DE LA LEY 7722



Chili-Argentine



mendoza vientosurnoticias

Contre les prédateurs de l'eau

Luttes pour l'accès à l'eau en Argentine, au Chili: à l'attaque de la propriété, pilier du capitalisme.

Dans toute l'Amérique, des peuples se battent pour l'accès aux ressources naturelles, l'eau en particulier. En effet, dans un continent massivement atteint par l'extractivisme minier et les structures latifundiaires de l'agriculture qui favorisent l'agriculture intensive partout où elle est possible, la question de la justice pour l'eau est essentielle. A travers la lutte pour une question qui semble purement écologique, se joue aussi la remise en question de la propriété, privée contre commune, bien marchand contre bien commun. C'est pourquoi certains combats méritent une attention accrue.

Deux événements récents, parmi tant d'autres, témoignent de cet enjeu vital: la mobilisation de milliers

de personnes, à Mendoza en Argentine fin décembre, pour protester contre la pollution de l'eau engendrée par l'extractivisme minier, et ainsi contre la suprématie des multinationales qui en sont responsables. Et quelques semaines avant, en plein soulèvement du peuple chilien, le prix Danièle Mitterrand attribué à Rodrigo Mundaca, militant pour la justice de l'eau, met en lumière la question de l'accaparement de ressources par les entreprises privées au Chili.

■ Capitalisme péroniste : le poison contre la misère.

Connue pour ses vignobles, la province de Mendoza en Argentine souffre régulièrement de la sé-

cheresse. Elle est aussi le siège d'un certain nombre de mines, extrayant l'uranium, le cuivre, l'or... Cette activité industrielle avaient engendré une extrême pollution, et notamment l'accident du Veladero de San Juan, en 2015, où un million de litres d'une solution de cyanure et d'autre métaux lourds s'étaient écoulés jusqu'au fleuve Potrerillos, le contaminant avec l'ensemble du bassin hydraulique. Devant de tels événements, la province avait gagné son procès contre Barrick Golds, entreprise canadienne propriétaire de la mine, grâce à la loi votée en 2007 contre l'usage de substances chimiques dans l'extraction minière. C'est cette loi qui vient d'être remise en cause par le gouverneur de la province actuel. En pleine crise éco-



L'eau n'est pas à vendre, on la défend

nomique, il prétend attirer les investissements des mines millionnaires. Malgré l'opposition des organisations écologistes, et la mobilisation de dizaines de milliers de personnes, cette décision a été applaudie par les entreprises du secteur.

■ Acide, cyanure à gogo

Greenpeace explique que « *la modification de la loi 7.722 permet l'usage de l'acide sulfurique, du cyanure et de produits toxiques avec le développement des mégaprojets miniers, ce qui a pour effet la pollution de l'eau* ». Selon cette organisation, ce changement de loi implique « *une violation claire de la Constitution nationale et des principes de non-retour en arrière sur les plans de l'environnement et du progrès, principes établis dans la Loi générale de l'Environnement* ». Ce projet du gouverneur de Mendoza coïncide avec ceux du nouveau président péroniste Alberto Hernandez, bien qu'ils appartiennent à des partis différents. Le gouvernement national compte



Manifestation à Mendoza au pied, de la Cordilières des Andes.

en effet sur le pétrole, le gaz et les entreprises minières pour attirer de forts investissements en dollars et remettre l'économie en marche, après une troisième année consécutive de récession. Les manifestations massives du 25 décembre ont rappelé l'urgence de préserver l'eau, et avec elle, toute l'agriculture du pays.

Ce capitalisme d'Etat atteint une véritable perfection chimique dans d'autres pays sud-américains, notamment dans le Chili englué dans l'économie de marché et le règne de la propriété privée par la Constitution de 1980.

■ Au Chili, mines yanquies, avocats chinois

Rodrigo Mundaca est à la tête du Modatima, le Mouvement de défense pour l'accès à l'eau, la terre et la protection de l'environnement. Au cours des nombreuses interviews qui ont suivi sa distinction en novembre, il a pu expliquer l'importance du combat pour l'eau dans un

pays comme le Chili, le plus riche en ressources en eau du continent, et le seul qui ait réussi à en privatiser 97%. « *C'est très particulier au Chili. L'eau est décorrélée de la terre, explique Rodrigo. On peut être propriétaire d'une terre, mais pas propriétaire des eaux qui sont sous la terre. Et ce n'est pas l'Etat qui détient les eaux. On a aujourd'hui des politiques et des personnes de l'agro-bu-*

siness qui achètent les eaux souterraines et qui vont pouvoir, soit les conserver, soit les revendre pour spéculer dessus. L'eau est perçue comme une marchandise. On est dans un statut très particulier au Chili. C'est l'Etat qui va le plus loin dans ce que la Fondation et Modatima dénoncent, à savoir cette marchandisation et privatisation de l'eau. Cela date de l'époque de la dictature de Pinochet, en 1981. Cela n'a jamais été remis en question. Cela fait 38 ans que les Chiliens subissent les effets néfastes de cette privatisation et marchandisation de l'eau (...) Modatima s'est créé en 2010 sur cette question des conflits liés à l'eau et à l'accaparement de l'eau par les grands propriétaires fonciers, notamment pour la culture des avocats destinés à l'exportation en Europe et en Chine. Modatima cherche à dénoncer ces accaparements des eaux par les grands groupes d'agro-business, soutenus par des politiques en totale connivence. Parfois même, ce sont des politiques qui détiennent ces droits à l'eau. Modatima cherche à rendre visible ces conflits liés à l'eau et à mettre en avant la question des usages de l'eau. »

■ L'avocat pompeur d'eau

En fait, 90% de l'eau est utilisée au Chili va à la culture de l'avocat, au détriment de toutes les autres cultures, ce qui cause la désertification de l'intérieur des terres.

Organisant des manifestations, des marches de protestation, Mundaca essaie avant tout de sensibiliser la population à la question cruciale de l'eau. Son usage est évidemment payant, et coûteux, pour les Chiliennes, alors que la pollution



Rodrigo Mundaca, militant Chilien pour l'accès à l'eau

minière, surtout au nord du pays, la rend impropre à la consommation : les Chiliens paient l'eau aux entreprises pour se laver, et celle qu'ils consomment en bouteilles à d'autres entreprises, qui contribuent également à les empoisonner et les appauvrir, en les privant de la possibilité d'une autre agriculture. Comme il l'explique dans une autre interview, l'Amérique latine concentre les pays les plus dangereux pour les activistes écologistes, en Colombie, au Venezuela, au Brésil en particulier. Lui-même a été condamné pour diffamation contre l'ancien ministre de l'Intérieur, physiquement agressé et menacé de mort. C'est dire à quel point la lutte écologique remet en question l'un des aspects les plus élémentaires du capitalisme : la propriété. L'accaparement des terres (et des ressources) est remis en question par la gestion collective qu'essaie de faire émerger Modatima, entre autres associations et collectifs :

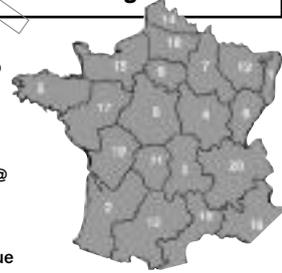
« L'idée est de se poser la question de quel statut devrait avoir l'eau ». Il défend l'idée que l'eau soit protégée comme patrimoine commun de l'humanité et de la nature, pour son caractère vital, refusant ainsi que l'eau soit une marchandise. « Il faut aussi que cet élément vital soit considéré, non pas comme une marchandise, mais bien comme un élément qui soutient toute vie sur terre », ajoute Mundaca. C'est à ce prix que nous mangeons des avocats en Europe.

■ Fleuve à sec

À Cabildo, dans la région très agricole de Valparaiso, une coopérative paysanne, effarée par la sécheresse de ses champs causée par l'extractivisme d'eau des entreprises d'agro-business, a essayé d'initier une action en justice. Un agriculteur témoigne: « Après avoir épuisé tous les recours, nous sommes allés au Conseil de Défense de l'Etat, mais moi,

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org, toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org



1 Alsace

Union régionale CNT c/o
Lucha y Fiesta
BP 30017 67027
STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@
cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
Sanche-de-Pomiers, 33000
Bordeaux
06 95 52 69 71
ul33@cnt-f.org
Syndicats régionaux PTT
Aquitaine, BP 80099, 33704
Mérignac

Culture Aquitaine 36,
rue Sanche-de-pomiers,
33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT
Salle Poly, place Poly,
63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne Franche Comté

Syndicat intercorporatif de
Saône-et-Loire
et de la Nièvre
19 rue du pavé
71290 Cuisery,
CNT 21
61 rue Jeannin
21011 Dijon
http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html
06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT
BP 30423, 35004 Rennes
CEDEX
06 34 98 30 72
bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre
13 rue Pierre Fournier
41600 Lamotte-Beuvron
cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne
BP 90009,
51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté

Syndicats
CNT Doubs
c/o CESL, BP 121, 25014
Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org

CNT Jura

Sur la Roche
39370 Les Bouchoux

9 Île-de-France

Union régionale CNT
33, rue des Vignoles, 75020
Paris 01 43 72 95 34
br.rp@cnt-f.org

10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT
6 rue d'Arnal 30000
Nîmes
ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin
6, rue de Gorre,
87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle
5, place des Charrons,
57000 Metz

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT
18, av. de la Gloire,
31 500 Toulouse
Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,
rue d'Arras, 59000 Lille
03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie

Syndicats CNT Calvados
BP 02,
14460 Colombelles
Syndicats CNT Seine-
Maritime BP 411, 76057
Le Havre CEDEX Syndicat
CNT Eure
interco27@cnt-f.org

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000
bâbords 61, rue Consolat
13001 Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT
20, rue Blaise-Pascal,
86000 Poitiers
05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT
44, rue Burdeau
69001 Lyon



Les méfaits de la sécheresse au Chili;

je n'avais jamais été à un endroit où on ne te laisse absolument pas entrer, où ils ne disent qu'ils n'ont pas les compétences pour traiter de ton cas, et que la seule chose à faire, c'est de rechercher d'autres recours. Si tu peux leur donner tous les arguments, arriver avec le cas quasiment résolu, là, ils peuvent faire quelque chose. On s'est trouvés face à des bureaucrates, qui n'y connaissent rien, qui disaient qu'ils allaient vérifier si le fleuve était vraiment à sec, alors qu'il l'est depuis 2002 ». Face à des instances qui ne les protègent pas, les paysans de Cabildo sont rentrés avec une amère

déception au cœur, comprenant que l'Etat ne ferait rien pour les protéger des exactions.

■ Écolutte de classes

Les mouvements initiés par Modatima et les autres collectifs, avec tout ce qui a montré au long du pays, la force des inégalités et du besoin de justice, ont contribué à allumer la fièvre qui s'est emparée du pays en octobre. Même soutenues par Youth for climate et autres organisations qui « ne se mêlent pas de politique »,

les luttes des peuples pour l'accès à l'eau et à la terre, aux ressources naturelles, et leur refus de les laisser transformer en marchandises - car cette action les aliène au capitalisme à leur tour-contribuent à une authentique lutte des classes et à une possible révolution sociale et libertaire. Encore faut-il rappeler que se battre pour l'eau, c'est se battre pour le droit à cultiver la terre où l'on est, pour le climat qui concerne l'ensemble de la planète, et c'est se battre pour tous ceux qui ont soif. ●

GT Amérique



**Maldito
quien se atreva
a usar
el agua
como un
arma**

**MAUDIT
celui
qui
ose
utiliser
l'EAU
comme une
ARME**

Visages de vies invisibles

Yannick Haenel
Les Renards pâles



Les Renards Pâles,
Yannick Haenel,
192 p., éd. Folio poche (2013),
6,80 euros.

Comment passe-t-on de la solitude à la solidarité, de l'individualité à la fraternité? Par la perte d'identité. Par l'ivresse poétique et le rire. En s'éloignant volontairement d'une « société » qui « n'existe pas » et en refusant toute compromission avec ses lois et ses normes.

Le narrateur n'a plus de travail, très vite il n'a plus de logement et s'installe dans sa voiture. C'est de là qu'il aperçoit le pied broyé d'un clochard dans un hurlement, et les mâchoires du camion des éboueurs qui digère ses débris, humains et choses. L'horreur de cette

Le cas Picasso

Avec *Cheveux* (1938), ou sans (1953). Deux époques de la vie de Picasso, cible de commando ou commanditaire d'une histoire à rebours, reforgée. La ville de Guernica ayant été détruite sous les bombes, pourquoi ne pas continuer le boulot en détruisant aussi le fameux tableau commandé par le gouvernement républicain, et le peintre tant qu'on y est? Le premier récit imagine un commando de fran-

vision le sort de ses longues méditations sur la vacuité du monde. Toujours en marge du quotidien, dans les « intervalles » du monde, il rencontre des passeurs qui l'entraînent de l'autre côté de la frontière qui sépare les morts et les vivants : Issa et Touré, frères sans papiers, Myriam, qui peint les murs de fresques animales, et surtout la flamboyante « Reine de Pologne », qui fréquente le Père-Lachaise où entre les tombes elle partage les soirées d'une autre communauté, invisible et clandestine, que protègent les hautes grilles du cimetière. Lorsque Issa et Touré, poursuivis par la police, se jettent dans la Seine, et que les autorités concluent à un « suicide », commencent d'étranges funérailles qui subvertissent l'ordre social : peu à peu, la marche à reculons et les masques qui recouvrent les visages enflent infiniment, et l'insurrection éclate. L'identité est un leurre, ou pire, un piège : comme l'oeil des caméras de surveillance, elle est un outil de contrôle du pouvoir sur chacun de ses pions. Et l'insurrection a la beauté crépusculaire d'un rituel dogon, au rythme de la danse des « renards pâles ». Ombres noires et signes



tracés sur les murs par des mains anonymes, qui révèlent l'envers du décor : on suit le narrateur dans un parcours labyrinthique dans les lieux emblématiques de la Commune. Les messages qu'il lit, comme les figures tracées et les souvenirs qui s'égrènent dans le 20e arrondissement disent une autre histoire humaine possible, une autre vie, celle des invisibles. Auquel le roman, avec un puissant lyrisme parfois divaguant, donne un vrai visage, celui du masque, et une voix, celle du silence : autant de signes à interpréter pour sortir du vide de la pensée. Pour entendre enfin l'insurrection qui vient. ●

Clair.

quistes envoyé pour détruire à Paris la toile, et éliminer Picasso du même coup. Commando suivi de près par une équipe de militants communistes espagnols. Dommage, avec un dessin archi classique, l'intrigue ne décolle pas vraiment de ses péripiéties et paraît centrée sur l'action, presque détachée du contexte politique du moment (un comble !).

Le second récit met en scène une commande imaginaire de bande

dessinée destinée à inventer, après le Retirada, une vie de combattant à Picasso qui a alors 72 ans et n'a suivi finalement la guerre qu'à Paris, en lisant la presse. Nommé en 36 directeur du musée du Prado, le vrai Picasso n'a pas assumé le poste, considérant « *que pour le moment les vrais conservateurs du Prado ne peuvent être des savants ou des artistes, mais qu'ils sont, dans la réalité de tous les jours, les tankistes, les aviateurs, tous les soldats de*



Le fragment,
Llor, Vargas, Esposito,
72 p., Nouveau monde éditions,
15,90 euros.

l'armée populaire qui se bat devant Madrid ». Le front, les combats contre l'armée de Franco, il n'en a pas été. Trop vieux. La BD imagine une envie de se refaire une vie de papier, au front, dans la sueur et la chaleur, lui qui est alors « *ex non-combattant* », nostalgique d'un passé qu'il n'a pas eu. Il faut donc modifier le CV, composer des flash backs imaginaires, un canular de frissons de la mitraille, au milieu de héros des tranchées saturées de poussière et de faim. Effacer Picasso, retrouver Pablo Ruiz pour que le peintre trop vieux puisse appartenir à une histoire qui l'a exclue, limite d'âge oblige. Colérique, égocentrique, misogyne, il reste. La fiction lui ajoute un petit héroïsme de militant communiste à Barcelone, et de soldat républicain au front. Cette construction d'un mensonge est commandée à un dessinateur de BD (à l'époque on disait d'illustrés) chargé de dres-



Picasso s'en va-t-en guerre,
Daniel Torres,
144 p., ed. Delcourt,
21,95 euros.

ser une légende, d'affabuler un passé et de composer avec les humeurs du commanditaire. Le dessin de Torres est un peu raide mais il dépasse vite cet à peu près. La BD met en scène le rôle du dessinateur échangeant avec le commanditaire, emboîte les récits en insérant dans le déroulé les 68 pages du faux passé commandité, mêlant ainsi fiction sur commande et *making of*, ajoutant même une bande dessinée antifranquiste qui aurait été envoyée en pluie de papier au dessus des lignes fascistes. Prétexte à décrire le front en 1938, le moral des troupes, le manque d'armement, la pluie battante, les trucs pour vaincre la trouille, oubliant Pablito et ses envies de pedigree de combattant ordinaire. Vérité, fiction, histoire, un joyeux mélange, version documenteur. ●

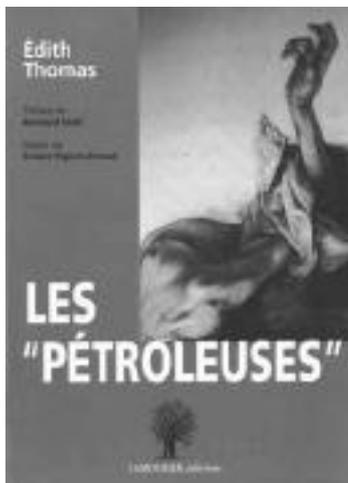
Nicolas, interco Nantes

Histoire et historietas- La guerre civile espagnole dans la BD

La BD s'est rattrapée ces derniers temps, s'intéressant de plus près à la guerre civile espagnole, surtout éditée en Espagne, en partie republiée en France. Quelques exemples: **L'Art de voler**, et **L'Aile brisée**, d'Antonio Altarriba & Kim (Denoël graphic), **Verdad de Lorena Canottiere (Ici Même)**, **Insoumises de Javier Cosnava & Ruben del Rincon (Long Bec)**, **Guernica de Bruno Loth (La Boîte à bulles)**, **La Nueve, les Républicains espagnols qui ont libéré Paris de Paco Roca (Delcourt)**, **Les fantômes de Ermo de Bruno Loth (La Boîte à bulles)**, **España, la vida de Olivier Jouvray, Maximilien Le Roy & Eddy Vaccaro (Casterman)**, **Quintos de Isa Cochet & Andréas (Dargaud)**, **Matteo de Jean-Pierre Gibrat (4e époque, août-sept 1936)...** Pour la période du franquisme on pourra lire en ligne « *L'image de la Guerre civile espagnole dans la bande dessinée entre 1936 et 1975* » : <https://journals.openedition.org/ccec/5922>



La Commune au féminin pluriel



Les pétroleuses,
Édith Thomas,
L'Amourier éditions, 366 p,
24 euros.

La Commune de Paris a sans doute constitué un des moments décisifs pour l'émancipation des femmes, notamment au sein d'un mouvement ouvrier imprégné de misogynie (sous prétexte d'éviter le dumping des salaires), volontiers paternaliste et patriarcal, Proudhon en tête. Lui, le maître à penser majeur de la classe ouvrière éclairée, développe notamment sa vision d'une triple infériorité des femmes, physique, intellectuelle et morale, énonçant que la supériorité masculine est nécessaire et légitime... Rien que ça. Une bonne partie du syndicalisme naissant s'oppose alors farouchement au travail des femmes, préférant les cantonner au travail domestique, invisible, sans salaire ni syndicat. Mais la grève de Ovalistes de Lyon en 1869 et le rôle actif à la Commune ont contredit cette tendance lourde, mettant en lumière l'engagement des femmes comme force collective dans les luttes sociales.

La répression de la Commune insiste sur la dangerosité, voire la monstrosité des femmes, auteuses de troubles, du feu vengeur, dans une certaine continuité des procès en sorcellerie. Sans pendant masculin, le terme de « pétroleuse » est d'abord une dénomination péjo-

rative octroyée aux combattantes de la Commune par les Versaillais, leurs soldats, leurs juges, et largement propagée par les bobards de la presse réactionnaire, et les écrivains campant presque tous sur leur préjugés bourgeois. Des « femelles » a dit Alexandre Dumas fils. La panique des nantis se double de la peur de l'autonomie prise par des femmes. En gros, ces furies seraient toutes incendiaires, toutes coupables. Le livre démonte le mythe et expose le rôle des femmes dans les clubs (souvent non mixtes), les rues, les écoles, sur les barricades. Couturières, garde-malades, blanchisseuses, femmes de ménage, ouvrières, elles militent contre la dot, l'union libre ayant déjà cours dans la classe ouvrière. Ceintes d'une écharpe rouge, un ou deux revolvers à la ceinture ou le fusil en bandoulière, portant cartouches ou pansements aux barricades, elles n'ont pas toutes fait le coup de feu, mais beaucoup ne s'en sont pas privées. Cantinières, ambulancières, barricadières, canonnières, elles l'ont été. Violées, tuées par les Versaillais, aussi. Puisant pour partie dans les attendus des jugements d'après la Semaine san-



glante, l'ouvrage d'Édith Thomas, publié la première fois en 1963, redonne des noms aux anonymes, femmes du peuple et bourgeoises ayant rallié la Commune, envoyées par convoi au bagne en Guyane ou en déportation en Kanakie. Presque toutes oubliées sauf des archives militaires de la répression, et un peu des écrits laissés par des combattant-es de la Commune.

Le rôle de l'« Union des femmes pour la défense de Paris et le soin aux blessés » sera au centre des procès des conseils de guerre, considéré comme facteur aggravant de la responsabilité pénale des accusées. Du pétrole, il y en a bien eu dans Paris, responsable d'incendies, mais on le doit pour part aux obus incendiaires de l'armée de Thiers, et comme moyen de défense ultime devant l'avancée des troupes dans certains quartiers. Rien d'une barbarie qu'a voulu accréditer la dénomination infamante de pétroleuse. ●

Nico, Intercro Nantes

Urbannis et atrocités



FRANS Masereel
 La Ville
 Préface de Charles Berberian
MASEREEL
 LES ÉDITIONS L'ÉCRAN DE SUEZ

La Ville,

Frans Masereel,
 éd. Martin de Halleux, 130 p,
 18,50 euros.



artères grouillent du peuple assigné à son exploitation. Fumée lourde de cigares arrogants, crachat boucané de l'usine noire. Bouges et bourges... C'est un genre de satire grinçante contre le machinisme, le capitalisme triomphant, dévoilé par une ville kaléidoscopique, éclatée, vibronnante. N'attendez pas un récit ni une démonstration, le graveur déroule juste son regard acéré, ses visions sans complaisance, sur les disparités sociales. Imprégné de convictions humanistes, libertaire, antimilitariste, Frans Masereel est considéré comme un des grands précurseurs du roman graphique, tel qu'on le connaît aujourd'hui. Et l'esthétique intense de ce pionnier est tranchée au stylet. ●

Nicolas, interco Nantes



Ce n'est pas vraiment une bande dessinée, plutôt une déroulement de planches en noir et blanc, sans dialogues ni commentaire. Un roman sans paroles, prévient la couverture. Une vision de la ville en 1925, mêlant, juxtaposant plutôt, puissants ou misérables, dévoilant crument ses miséreux et ses privilégiés, ses turpitudes et ses horreurs. L'éditeur a adjoint dix esquisses, étapes antérieures des gravures finales, aux cent bois gravés, cent instantanés livrant des bribes d'une ville qui est en soi le vrai personnage, ville sans nom révélant toutes les tensions d'une lutte de classes à vif, affleurant partout. Prolos et patrons, repus et crève la faim. Des tréfonds des bas fonds jusqu'aux cimes des gratte-ciels, la révolution industrielle a façonné la cruauté de la ville, semé des immeubles qui paraissent un chaos menaçant, au pied duquel se meut une foule qui s'élance mais ne danse pas. Elle fait grève, la police tire dans le tas. L'hosto aligne les lits, le chantier écrase ses morts. La bourse grouille de chapeaux, le crevard encombre le trottoir.

La modernité se fait écrasante, les



Sur la brèche (Des anarchistes contre Franco)

Un documentaire de Mateos Gonzalo, en espagnol sous-titres français, 70 mn, 2018.

Un docu sur la vie du militant anarchiste Octavio Alberola Suriñac, né en 1928 à Alaior (Minorque, îles Baléares). Fils d'enseignants rationalistes et militants libertaires. Son père, José Alberola Navarro, est au Conseil d'Aragon pendant la période révolutionnaire de 1936-1937, sa mère, Carmen Suriñac, est enseignante à Olot (La Garrotxa).

En 1939, il part en exil au Mexique avec sa famille où il suit des études d'ingénierie civile. Il milite principalement au sein des Jeunesses Libertaires et participe au « Mouvement Espagnol 59 ». Il prépare des actions de guérilla avec Juan Garcia Oliver.

En 1962, il s'installe clandestinement en France et participe à la création de Défense Intérieure avec Garcia Oliver, Cipriano Mera et d'autres militants entre 1962 et 1965.

À partir de 1965, son nom est souvent mêlé à de nombreuses actions destinées à frapper le régime fasciste espagnol.

Après la fin du franquisme, Octavio continue à militer dans le mouvement anarchiste à Perpignan en participant à des débats et en publiant des ouvrages sur l'idéal libertaire.

À visionner en ligne : www.youtube.com/watch?v=uYCpuE-KTys



Octavio Alberola Suriñac

Albert Camus partisan de la révoquoi

La chaîne parlementaire ampute la mémoire de Camus de ses liens libertibertaires.



Il n'est pas question ici de tirer à soi la pensée de ce philosophe méfiant de tous les appareils et des dogmes, mais toujours animé par le combat contre les dictatures (fascistes ou stalinienne). Pourtant, la brochette de spécialistes, philosophes, et écrivains sur le plateau ne cesse de propager une idée simple mais tellement simpliste : Camus, c'est la révolte contre la révolution. C'était là leur consensus.

Donc Camus participa longtemps à la rédaction de *Combat*, ce journal de la Résistance, sans faire attention au sous titre : « *de la Résistance à la Révolution* ».

Donc l'anti-révolutionnaire aurait publié pas moins de 165 articles dans ce journal, en aurait été le rédacteur en chef et l'éditorialiste pendant quatre ans, de 44 à 47 sans jamais l'avoir lu ! Amusant. Camus aux multiples facettes, d'accord. Mais pourquoi faut-il que dans cette histoire « officielle » n'évoque jamais certains pans de son engagement, comme ce fut le cas dans cette émission, une fois de plus?

Une brève liste - non exhaustive- de ces oublis récurrents :

- l'engagement de Camus aux cotés des anarcho-syndicalistes, des syndicalistes ré-

- volutionnaires, des libertaires;
- son soutien avec Louis Lecoin aux objecteurs de conscience pendant la guerre d'Algérie;
- ses participations à des meeting syndicaux;
- sa lettre de dénonciation

à l'Unesco quand cet organisme s'ouvrait à l'Espagne franquiste, lettre publiée dans *La Révolution prolétarienne*

- ben non pas la révolte prolétarienne (publication à laquelle il contribua aussi).

- son amitié et son soutien aux militants syndicalistes algériens.

Camus fut l'un des rares intellectuels de son temps à protester contre l'écrasement brutal du mouvement nord-africain de Messali Hadj (et de l'Union syndicale des travailleurs algériens qui en était proche) par le Front de Libération Nationale (in « *Un ami très sûr : Camus et les libertaires* », de J.C. Angaut).

Pour finir je crains qu'une prochaine émission consacrée à ce philosophe incontournable ne se solde par un nouveau consensus des spécialistes : Camus le précurseur de la république en marche... ●

Serge, CNT-PTT Centre

Albert Camus, l'icône de la révolte en streaming sur LCP ...
www.molotov.tv · Programme TV · LCP Public Sénat en direct.
 Ou : www.publicsenat.fr/emission/un-monde-en-docs

Laissez-vous assassiner
la LIBERTÉ ?

LES LIBERTÉS SONT MENACÉES PARTOUT :

- Licenciements et arrestations arbitraires.
- Perquisitions de locaux syndicaux.
- Procès de PRAGUE et des ROSENBERG.
- Événements d'ATTOULE du NORD.
- Entrée du système FRANCO à l'UNESCO.

IL FAUT REAGIR !

Assistez au

MEETING DE
DEFENSE des LIBERTES
 Le Dimanche 10 Mai 1953 à 10 h.
 Bourse de Travail de SAINT-ETIENNE
 Salle SACCO-VANZETTI

ORATEURS

Bernardo POU
 Membre de la C.N.T. - A.E.E.
 Coordonnateur de la Révolution Espagnole

Ecrivain
 Auteur de «L'Homme révolté»
 et les porte-paroles des Organisations

C.G.T.-F.O. - C.F.T.C. - C.N.T. - F.E.N. - S.N.I.
 C.N.T. et U.G.T. Espagnoles

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM. ADRESSE

PROFESSION. MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :
durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement. Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine.
 Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



En attendant la révolution, on la chante

Comment monter une chorale de chants révolutionnaires. Exemple à Metz.

Fin août 2019, le collectif simplement nommé « chorale révolutionnaire » est né grâce à la volonté d'une quinzaine de militant-es inspiré-es de la compagnie Jolie Môme (Paris) et de la chorale des Sans Noms (Nancy).

Lors de la première réunion, nous avons décidé d'un objectif : chanter la lutte dans les manifestations, piquets de grève, actions de solidarités et de convergences qui nous semblent importants.

Deux camarades ayant des compétences et expériences musicales se sont proposés pour animer les répétitions dont la périodicité est une fois toutes les deux semaines.

Ces deux personnes ne sont pas chef-fe mais animateur-trice du groupe (on fout souvent le bazar), elles donnent surtout des pistes pour arranger musicalement nos voix, et le tempo lors des chants. Pour prendre les décisions comme par exemple faire une représentation pour ceci ou pour cela, il faut qu'il y ait 15 personnes d'accord et disponibles pour

que la chorale joue (le nombre augmentera sûrement en fonction du nombre total de choristes). Une liste d'une trentaine de chants s'est formée collectivement, et trois ont été choisis pour commencer : Bella Ciao, L'hymne des femmes et La semaine sanglante.

Très vite, au fil des manifs et actions syndicales, gilets jaunes et Front Social 57 auxquelles participait la chorale, le nombre de « choristes » a plus que triplé. La force de notre collectif réside dans sa diversité : des syndiqué-es (CNT, CGT, SUD), des gilets jaunes, des militant-es non encarté-es, des lycéen-nés, des retraité-es, des salarié-es, des chômeur-es.

Lors de chaque rendez-vous et action, nous sommes au minimum une



quinzaine de « choristes ». Bien que la majorité vient du département de la Moselle, des camarades de la Meurthe-et-Moselle voisine nous rejoignent quand ils et elles le peuvent.

Depuis le mois de novembre, la chorale réalise des répétitions en public, dans la gare de Metz ou les transports en commun. Ces moments permettent de tracter et d'interagir avec le public.

Une banderole a émergé, elle a servi de compte à rebours avant le 5 décembre et elle sert depuis à compter : GREVE GENERALE J+ 40. La banderole change chaque jour. On a commencé en négatif avant le 5 décembre.

Plusieurs représentations ont été effectués : congrès de la fédé des territoriaux de la CNT, concert de soutien aux caisses de grèves des cheminot-es et antirépression, concert de soutien au café associatif La Chaouée, meeting de l'intersyndicale locale de Saint-Avold et fin de la manif du 9 janvier à Metz, à l'invitation de l'intersyndicale. ●

SEST Lorraine



LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !



tenir
grâce
au
SOUTTIEN

AUX

CAISSES
de GRÈVE